

Consultation publique de l'Arcep

12 novembre 2024 – 20 décembre 2024

Projet de recommandation sur la mise en œuvre de
l'obligation de complétude des déploiements des
réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Réponse d'Orange Concessions

Lien vers la consultation publique :

[Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné \(12 novembre 2024\) | Arcep](#)

Contact Orange Concessions : reglementaire@orangeconcessions.com

Orange Concessions remercie l'Arcep pour ses travaux visant à sécuriser le cadre réglementaire applicable aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) et à l'appréciation de leur complétude, dans la perspective de la fermeture de la boucle locale en cuivre, qui constituera une étape clé de la transition vers le très haut débit en France. Le projet de recommandation de l'Arcep suscite cependant des préoccupations et Orange Concessions tient à rappeler certains enjeux clés pour les opérateurs d'infrastructures (OI) et à proposer des ajustements.

En premier lieu, Orange Concessions souligne le besoin de stabilité juridique et réglementaire pour les OI. A cet égard, il est crucial de ne pas remettre en cause les déploiements massifs de réseaux FTTH réalisés depuis de nombreuses années sous peine de fragiliser les investissements correspondants. Cette stabilité est d'autant plus importante sur les RIP, pour lesquels, au-delà du cadre réglementaire, le déploiement s'inscrit dans un cadre contractuel particulier (Convention de DSP par exemple) qui a fait l'objet d'un subventionnement dimensionné sur la base d'un projet tenant compte d'exigences à une date donnée.

Toute précision apportée aux définitions de concepts fondamentaux pour les déploiements tels que les notions de logement ou local à usage professionnel ne saurait remettre en cause le dimensionnement ou l'ingénierie des réseaux FTTH déployés, qui ont déjà permis d'atteindre 90% d'éligibilité au niveau national.

Il convient en outre de préserver le caractère industriel et opérationnel des processus de déploiements mis en œuvre par les opérateurs. Par conséquent, il ne pourrait être demandé à ces opérateurs de justifier et documenter au cas par cas le dimensionnement des réseaux en fonction d'un échange sur les besoins en fibre avec chaque propriétaire d'immeuble, et ce encore moins a posteriori. Les travaux du comité d'experts font référence depuis de nombreuses années avec des règles claires et généralisables.

S'agissant des sites techniques qui ne sont ni des logements, ni des locaux à usage professionnel, Orange Concessions considère qu'il est souhaitable que des offres de gros de raccordement en fibre optique puissent être proposées par les OI FTTH, afin de prendre le relai du cuivre et de bénéficier de la mutualisation des boucles locales optiques, sans que ces offres ne constituent une exigence du cadre réglementaire ou un critère nécessaire pour valider la complétude. Les sites concernés pourront donc le cas échéant être raccordés à l'aide de solutions alternatives, par exemple hertziennes (4G/5G/satellite/etc.), sans que cela ne relève d'ailleurs de la responsabilité de l'OI FTTH.

Orange Concessions constate ensuite un niveau d'exigence très élevé de l'Arcep vis-à-vis des OI quant à la justification et à la documentation des diligences de leur part pour lever tous les refus, blocages et gels relatifs au déploiement ou à la commercialisation des réseaux FTTH. Orange Concessions rappelle que les obligations pesant sur les OI FTTH doivent rester proportionnées et que le dispositif doit demeurer opérationnel.

En l'occurrence, il ne semble pas proportionné de mettre à la charge des OI un tel niveau de détail et de preuve ou un tel nombre de relances, y compris jusqu'à la recherche de solutions alternatives potentiellement très coûteuses face à des refus caractérisés. De même, la relance périodique des propriétaires ayant prononcé un refus pourrait être considérée comme une bonne pratique mais non comme une exigence pour les OI, la responsabilité de lever le refus devant rester du côté du propriétaire. La responsabilité des OI devrait s'arrêter à la mise en place d'un guichet et d'une procédure opérationnelle pour traiter les changements de situation.

Concernant les locaux raccordables sur demande, l'Arcep rappelle qu'elle a précédemment recommandé d'utiliser cette notion, pour un volume limité, en cas de coûts importants de déploiement et de faible appétence des clients finals potentiels. Dans le contexte de fermeture du cuivre, le projet de nouvelle recommandation ajouterait un nouveau critère, à savoir que « *des logements ou locaux à usage professionnel disposant d'une ligne cuivre active (ou inactive depuis moins de 24 mois) ne devraient pas, en principe, rester raccordables sur demande* » pour pouvoir considérer le réseau FTTH complet.

Orange Concessions invite l'Arcep à reconsidérer sa vision « maximaliste », en limitant à 12 mois le délai d'inactivité d'une ligne cuivre permettant de confirmer l'absence d'appétence et conforter la possibilité de maintenir le statut de raccordable sur demande sur un réseau considéré complet.

Un délai de 24 mois d'inactivité de l'ancienne ligne cuivre pour autoriser un logement/local à rester raccordable sur demande paraît tout à fait excessif. En effet, au bout de 12 mois déjà :

- Soit le logement/local est vacant, ce qui indique une probabilité significative d'une vacance durable, une vacance « frictionnelle » devant a priori durer moins longtemps. Dans un tel cas de figure, le maintien du statut de raccordable sur demande paraît adapté en attendant le retour hypothétique d'un nouvel occupant.
- Soit le logement/local est occupé (toujours par le même ou par un nouvel occupant) et l'absence de commande malgré le statut de raccordable sur demande indique clairement une absence d'appétence, par exemple du fait du choix d'une technologie alternative au FTTH suite à la résiliation de la ligne cuivre, voire d'une absence de besoin de connexion.

Dans les deux cas, il n'est pas nécessaire ni raisonnable d'étendre le délai pour confirmer l'absence d'appétence.

Plus largement, et indépendamment de la présence ou non d'une ligne cuivre :

- l'absence pendant un délai de 12 mois de commande pour un logement/local raccordable sur demande devrait suffire à confirmer l'absence d'appétence à la fibre.
- les logements/locaux raccordable sur demande avec une tarification spécifique du fait de surcoûts significatifs (en application de l'article 3 de la décision n°2020-1432) devraient également pouvoir demeurer sur demande sans que cela n'empêche de valider le caractère complet du réseau.

Par ailleurs, Orange Concessions propose d'apporter des précisions opérationnelles sur les possibilités pour qualifier l'appétence des clients finals.

Ainsi, pour les logements/locaux concernés présentant des coûts élevés de déploiement, conformément aux recommandations de l'Arcep, les OI doivent pouvoir appliquer un parcours spécifique, en recueillant directement l'appétence réelle du client final via un site web mis à disposition, avant de procéder au déploiement.

En outre, compte tenu des coûts élevés de déploiement pour rendre raccordables ces logements/locaux, avant d'y procéder, l'OI doit pouvoir coordonner ses travaux avec ceux à charge du client final pour assurer la disponibilité des infrastructures d'accueil en partie privative le cas échéant. Il ne serait en effet pas proportionné d'exiger de l'OI des investissements importants en partie publique, notamment de génie civil, tant que les travaux en partie privative ne sont pas réalisés et qu'une mise en service de la ligne reste *in fine* impossible. [SDA]

Concernant le raccordement à la fibre des immeubles neufs, Orange Concessions conteste la proposition de l'Arcep d'introduire une nouvelle définition des immeubles neufs et par conséquent de modifier le périmètre respectif de responsabilité des OI et des propriétaires ou promoteurs.

Cette nouvelle définition ne semble pas cohérente avec le cadre législatif et réglementaire existant, et remet en cause les règles définies par le Code de l'urbanisme (article L. 332-15), rappelées dans les guides Objectif Fibre, sur la réalisation des infrastructures de génie civil d'adduction en domaine public au droit du terrain par tout détenteur d'un permis de construire ou d'aménager. Seule la date de livraison de l'immeuble peut raisonnablement être prise en compte et non la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

Par ailleurs, l'Arcep indique que les opérations de réception et recette des câblages d'immeubles neufs ne devraient pas faire l'objet d'une facturation aux maîtres d'ouvrages ou leurs bureaux d'études et que seule la prestation de fourniture de l'information de localisation du PAR peut être facturée. Il convient à cet égard de rappeler que les coûts correspondants à la réception et la recette (récupération des données et intégration au SI de l'opérateur d'infrastructure, processus de mise en service commerciale auprès des opérateurs commerciaux, etc.) ont cependant pleinement vocation à être pris en compte dans la définition des tarifs d'accès aux réseaux FTTH facturés aux opérateurs commerciaux. L'Arcep pourrait ainsi préciser son propos pour éviter toute ambiguïté sur le caractère « non facturable » de ces coûts.

Enfin, Orange Concessions prend bonne note des rappels de l'Arcep sur la nécessité de proposer une prestation de fourniture de l'information relative à la localisation du PAR, qui n'inclut pas de prestation d'accompagnement relevant de l'activité de bureau d'études, dans des conditions notamment de délai et tarifaires raisonnables et de manière non discriminatoire par rapport aux prestations fournies à d'éventuels bureaux d'études internes aux OI.

Orange Concessions confirme son attachement à respecter les principes de neutralité et de libre concurrence dans la mise en œuvre de ces différentes prestations sur les RIP qu'elle opère. [SDA]